

HUGUES FALYS
Porte-parole de la FUGEA

MANIFESTATIONS AGRICOLES : POURQUOI ET COMMENT LA FUGEA S'EST MOBILISÉE ?

C'est en Allemagne que le feu a été mis aux poudres. L'annonce de la suppression progressive d'un avantage fiscal sur le gazole a enflammé le secteur qui est sorti massivement dans les rues. Nos voisins français ont rapidement emboîté le pas avec des manifestations d'ampleur aux quatre coins de l'hexagone. En Wallonie, le monde agricole n'a pas tardé à rejoindre le mouvement, comme si la colère de nos voisins européens nous avait donné le feu vert pour exprimer publiquement notre détresse. La FUGEA, qui dénonce depuis des années la situation schizophrénique que vivent les agriculteur.rices au quotidien, a naturellement choisi de suivre sa base.

Pour comprendre pourquoi et comment la FUGEA s'est mobilisée ces dernières semaines, nous retranscrivons ci-dessous l'entièreté du discours que notre porte-parole, Hugues Falys, a lu devant les représentants des différents partis lors de notre congrès annuel du 8 février.

Vous l'avez vécu sur le terrain, vous l'avez suivi dans les médias ou sur nos réseaux sociaux, les dernières semaines dans le monde agricole auront été explosives.

Nous tenons à remercier l'ensemble du secteur agricole pour ces mobilisations qui auront permis de créer un véritable choc politique et sociétal.

Au niveau de la FUGEA, nous pouvons être fiers de notre travail ces derniers jours qui nous a permis de porter haut et fort notre vision et nos solutions trop peu écoutées jusqu'à présent.



*On peut lutter et perdre...
Mais si on ne lutte pas, on a déjà perdu !*

Notre demande numéro 1 est claire : des prix justes pour sauver nos fermes et leur transition. L'agriculture est un secteur crucial à la croisée de multiples enjeux : alimentaire, environnementaux, économiques... Si l'on veut que les agriculteurs et agricultrices arrivent à les relever, il n'y a pas le choix : il faut les respecter et les rémunérer.

Il faut des réformes profondes, mettant les agriculteurs et agricultrices au centre des politiques. Il faudra également écouter la voix des syndicats qui depuis toujours proposent d'autres solutions, la FUGEA en premier lieu, sur différents dossiers.

Car la situation de notre secteur n'est pas le fruit du hasard. Il est le résultat de choix politiques sur certains enjeux (libéralisation) ou d'absence de choix (sur le foncier).

Nos solutions, vous les connaissez, ont été martelées ces dernières semaines. Elles concernent différents niveaux de pouvoir et différents enjeux.

PROTECTIONNISME ET RÉGULATION

Vous l'avez vu ou vous y avez participé, le 1^{er} février, les membres de la FUGEA et des syndicats de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) sont montés en masse à Bruxelles pour exprimer leur colère et rappeler que si nos membres se soulèvent, c'est parce leur parole n'est pas écoutée depuis trop longtemps par les dirigeants européens. En effet, contrairement à d'autres organisations agricoles, nous dénonçons depuis toujours les dégâts causés par le dogme ultra-libéral de l'Europe.

Nos représentant.es ont été reçus par le cabinet du Président du conseil européen Charles Michel et par le Commissaire européen à l'Agriculture. Nos demandes étaient claires :

- Sortir des accords de libre-échange et de la concurrence déloyale ;
- Mettre un coup d'arrêt définitif aux négociations de l'accord UE-Mercosur ;
- Réguler les marchés pour garantir des prix justes et stables et sortir de la spéculation ;

- Rendre obligatoire la directive sur les pratiques déloyales en s'inspirant de la loi espagnole ;
- Garantir une PAC forte et juste pour soutenir les pratiques agro-écologiques.

Les mesures annoncées par la Commission et sa présidente, Ursula Von der Leyen, ne répondent pas à ces enjeux. A titre d'exemple, la mise en pause de la BCAA 8 est une solution de facilité, surfant sur l'opposition agriculture-environnement. Ce n'est pas ce que nous demandons. Nous voulons vivre dignement de notre travail tout en faisant évoluer nos pratiques. Nous retournerons à Bruxelles le 26 février pour rappeler nos demandes !

CONSTRUCTION DES PRIX DANS LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

Pour garantir des prix justes et stables, le cadre européen doit changer. Mais il est évident que nous devons aussi revoir la construction des prix dans les filières agroalimentaires.

Depuis trop longtemps, les agriculteurs et agricultrices subissent le dictat de l'agro-industrie et de la grande distribution. Notre réalité vous la connaissez : nous sommes incapables de définir des prix basés sur nos coûts de productions. Cette situation est inacceptable. Bravos à tous les agriculteurs et agricultrices qui se sont mobilisés face aux acteurs qui ne nous respectent pas. Vos blocages étaient justifiés et légitimes.

Grâce à ces mobilisations, les Ministres

de l'agriculture ont enfin annoncé réunir la concertation chaine. Nous avons participé à la première concertation le 2 février. La pression est sur ceux qui depuis trop longtemps ont profité de notre travail. Il est temps de changer la donne. La FUGEA a proposé notamment de s'inspirer de la loi espagnole "chaîne alimentaire" qui interdit l'achat de produits en dessous du prix de revient.

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Pour notre syndicat, les principales causes sont les incohérences des politiques européennes et les pratiques prédatrices de l'agro-industrie. Mais les politiques agricoles wallonnes, par leur complexité, leur manque de cohérence mais aussi leur absence, participent clairement à l'érosion du monde agricole.

C'est pourquoi, la FUGEA a également organisé une action le mardi 29 janvier, à Namur, auxquels de nombreux membres ont participé, nous vous en remercions. Nous avons notamment rencontré les Ministres Borsus et Tellier mais aussi l'Administration.

Nous avons dénoncé l'ultra-complexification administrative qui étouffe nos fermes et l'absence de politique foncière. La mise en œuvre des normes se traduit systématiquement par une ultra-complexification administrative qui nous asphyxie. La FUGEA dénonce depuis des années les charges administratives intenable, l'empilement de règles complexes, les changements continus, communication tardive, les surcontrôles, etc. La Déclaration de politique régionale

wallonne promettait de la simplification, l'Administration et les décideurs ont fait l'inverse.

La FUGEA plaide depuis des années pour ce choc de simplification. Nous avons de nombreuses propositions. Un GT simplification se lance actuellement et nous le suivrons de près.

ACCÈS À LA TERRE

A Namur, nous avons aussi rappelé au Ministre Borsus la crise du foncier agricole que nous subissons sur le terrain. Accaparement des terres agricoles et explosion des prix : la région wallonne est spectatrice du désastre. Si on veut que les terres agricoles soient cultivées pour de l'alimentation par des agriculteurs et agricultrices dans le futur, il faut frapper vite et bien ! La FUGEA appelle depuis longtemps à mettre en place une politique réellement efficace pour stopper l'augmentation du prix des terres agricoles (moratoire sur les ventes de terres publiques, moratoire sur l'agrivoltaïsme, obligation du bail à ferme sur les terres agricoles,...).

CONCLUSION

Bref, notre mobilisation a permis de créer un choc politique et de faire entendre nos revendications trop peu écoutées jusqu'à présent. Des promesses en réponse à nos demandes ont été faites tant au niveau wallon qu'europpéen. Des groupes de travail vont être mis en place, auxquels la FUGEA participera. Mais soyons clair, face à notre légitime colère, des actions fortes et immédiates sont exigées.



**Un projet éolien
ou un renouvellement
de parc près de chez vous ?**



**Vous souhaitez en savoir plus ou participer au projet ?
Citiwatt vous conseille GRATUITEMENT !**



info@citiwatt.be - +32 470 51 29 10 - www.citiwatt.be - H. de Dorlodot

